



**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (CCAP) - 2025AO50009
RELATIF A LA MAINTENANCE PREVENTIVE ET CURATIVE DE DIVERS MATERIELS
(MATERIEL ET INSTALLATION FRIGORIFIQUE, MATERIEL DE CUISSON, MATERIEL DE
LAVERIE,...)**

SOMMAIRE

Article 1 - Identification des parties	4
1.1 - Pouvoir adjudicateur	4
1.2 - Etablissements du GHT	4
1.3 - Titulaire	4
Article 2 - Objet du marché	4
Article 3 - Décomposition en lot(s)	4
Article 4 - Phase(s)	4
Article 5 - Tranche(s)	4
Article 6 - Durée du marché	4
Article 7 - Forme du marché	4
Article 8 - Documents contractuels	5
Article 9 - Marché(s) de prestations similaires	5
Article 10 - Sous-traitance	5
Article 11 - Conditions d'exécution du marché	6
11.1 - Dispositions générales	6
11.2 - Emission des commandes	6
11.3 - Traitement des commandes	6
11.4 - Délais d'exécution	6
11.5 - Expiration des délais d'exécution	7
11.6 - Prolongation des délais d'exécution	7
11.7 - Lieux d'exécution	7
Article 12 - Suivi du marché	7
12.1 - Contrôle	7
12.2 - Tableau de suivi	7
12.3 - Réunion de suivi	7
Article 13 - Information et conseil	7
Article 14 - Evaluation et plan de progrès	7
Article 15 - Modalités de détermination des prix	8
15.1 - Répartition des paiements	8
15.2 - Forme des prix	8
15.3 - Détermination des prix	8
15.4 - Coefficient de majoration sur pièce	8
15.5 - Evolution des prix	8
15.6 - Clause butoir	9
15.7 - Clause de sauvegarde	9
Article 16 - Evolution du parc	9
Article 17 - Opération de vérification et décision après vérification	10
Article 18 - Garantie	10
Article 19 - Avance	10
19.1 - Avance du titulaire	10
19.2 - Avance du sous-traitant	10
Article 20 - Cautionnement	10
Article 21 - Modalités de règlement	11
21.1 - Paiements partiels définitifs	11
21.2 - Contenu des demandes de paiement partiel définitif	11
21.3 - Remise des demandes de paiement partiel définitif	11
21.4 - Acceptation des demandes de paiement partiel définitif	12
21.5 - Mode de règlement	12
21.6 - Application de la taxe sur la valeur ajoutée	12
21.7 - Intérêts moratoires	12
Article 22 - Nantissement / cession de créance	12
Article 23 - Pénalités	12
23.1 - Pénalités en lien avec les prestations	12
23.2 - Pénalités pour non transmission de documents relatifs à la sous-traitance	13
23.3 - Pénalités pour travail dissimulé	13
23.4 - Pénalités pour non transmission des attestations d'assurance	13
23.5 - Pénalités pour erreur de facturation	13
23.6 - Modalités d'application des pénalités	13
Article 24 - Clauses d'insertion par l'activité économique	14
Article 25 - Exécution aux frais et risques	15
Article 26 - Garantie	15
Article 27 - Assurances	15
Article 28 - Confidentialité	16
Article 29 - Protection des données	16
Article 30 - Connaissance des lieux	17
Article 31 - Sécurité et hygiène	17
Article 32 - Titulaire étranger	18
Article 33 - Sous-traitant étranger	18
Article 34 - Langue	18

Article 35 - Obligations du titulaire.....	18
Article 36 - Modification du marché	18
36.1 - Modification des prestations prévues au marché	18
36.2 - Modification de la législation / réglementation / jurisprudence / norme	18
36.3 - Modification temporaires des prix et/ou de la formule de révision des prix	19
36.4 - Modification du montant du marché	19
36.5 - Modification de la durée du marché	19
36.6 - Modification affectant le titulaire et intervenant au cours de l'exécution du marché	19
Article 37 - Résiliation.....	20
37.1 - Décès ou incapacité civile du titulaire	20
37.2 - Redressement ou liquidation judiciaire	20
37.3 - Incapacité physique du titulaire.....	20
37.4 - Difficulté d'exécution du marché	20
37.5 - Ordre de service tardif	20
37.6 - Faute du titulaire	20
37.7 - Intérêt général.....	21
Article 38 - Règlement des différends / litiges	21
38.1 - Différends	21
38.2 - Litige	21
38.3 - Comité consultatif de règlement amiable des différends ou litiges aux marchés publics	21
Article 39 - Dérogations aux articles du CCAG	22

Article 1 - Identification des parties

1.1 - Pouvoir adjudicateur

Le terme « pouvoir adjudicateur » est, conformément à l'article 2 du cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services, employé pour qualifier l'établissement support du Groupement Hospitalier de Territoire Bourgogne Méridionale.

Les coordonnées de l'établissement support :

Nom officiel	Centre Hospitalier de Mâcon
Adresse postale	350 Boulevard Louis Escande
Ville	Mâcon
Code postal	71018 Cedex
Pays	France

1.2 - Etablissements du GHT

Le terme « établissement du GHT » est employé pour qualifier les établissements du Groupement Hospitalier du Territoire Bourgogne Méridionale.

Les établissements du GHT participant à cette consultation sont mentionnés à l'annexe 1 du présent cahier des clauses administratives particulières.

1.3 - Titulaire

Le terme « titulaire ou titulaires » est, conformément à l'article 2 du cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services, employé pour qualifier les opérateurs économiques qui ont conclu le marché avec le pouvoir adjudicateur.

En cas de groupement des opérateurs économiques, le « titulaire ou titulaires » désigne le groupement, représenté par son mandataire.

Article 2 - Objet du marché

Le présent marché a pour objet la maintenance préventive et curative de divers matériels (matériel et installation frigorifiques, matériel de cuisson, matériel de laverie,...).

Article 3 - Décomposition en lot(s)

Le présent marché est décomposé en 2 lots :

- Lot 1 - Maintenance préventive et curative de divers matériels (matériel et installation frigorifiques, matériel de cuisson, matériel de laverie,...) du CH de Mâcon, du CH du Clunisois et du CH de Belnay de Tournus
- Lot 2 - Maintenance préventive et curative de divers matériels (matériel et installation frigorifiques, matériel de cuisson, matériel de laverie,...) du CH du Pays Charolais-Brionnais et du CH Fondation d'Aligre de Bourbon-Lancy

Article 4 - Phase(s)

Il n'est pas prévu de décomposition en phases.

Article 5 - Tranche(s)

Il n'est pas prévu de décomposition en tranches.

Article 6 - Durée du marché

Le marché est conclu pour une période ferme allant du 1^{er} janvier 2026 au 31 décembre 2026. Dans le cas où le marché serait notifié postérieurement à cette date, le marché ne peut commencer à s'exécuter qu'à compter du jour de sa notification.

A titre dérogatoire, le délai d'exécution concernant les prestations de maintenance à destination du matériel des EHPAD de Mâcon, dans le cadre du lot 1, démarrera à compter du 1^{er} octobre 2026.

Au-delà de cette période ferme, le marché peut être reconduit tacitement par période de 12 mois, sans que sa durée totale ne puisse excéder 48 mois. Si le pouvoir adjudicateur n'a pas notifié par écrit au titulaire de décision de non reconduction du marché au moins un mois avant la fin de chaque période, le marché est réputé reconduit tacitement.

Le titulaire ne peut en aucun cas refuser la reconduction du marché.

Article 7 - Forme du marché

Le présent marché est passé sous forme d'un appel d'offres ouvert en application des articles L2124-2, R 2124-1, R 2124-2 et R 2161-2 à R 2161-5 et R2181-3 du Code de la commande publique.

L'accord-cadre à bon de commandes est, en application des articles R 2162-1 à R 2162-6 du Code de la commande publique, établi sans minimum et avec un maximum en valeur de :

Lot	Montant en € HT
Lot 1 - Maintenance préventive et curative de divers matériels (matériel et installation frigorifiques, matériel de cuisson, matériel de laverie,...) du CH de Mâcon, du CH du Clunisois et du CH de Belnay de Tournus	389 832
Lot 2 - Maintenance préventive et curative de divers matériels (matériel et installation frigorifiques, matériel de cuisson, matériel de laverie,...) du CH du Pays Charolais-Brionnais et du CH Fondation d'Aligre de bourbon-Lancy	366 728
Total	756 560

Le montant maximum s'entend comme le montant maximum de commande réalisée par l'ensemble des établissements du GHT du lot concerné.

Le marché sera exécuté au fur et à mesure de l'émission des bons de commandes conformément aux articles R 2162-13 et R 2162-14 du Code de la commande publique.

Le marché prendra fin automatiquement lorsque le montant maximal aura été atteint, quelle que soit la durée du marché prévue.

Article 8 - Documents contractuels

Par dérogation à l'article 4 du cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de fournitures courantes et services, le marché est constitué par les documents contractuels énumérés ci-dessous par ordre de priorité décroissante :

PIECES PARTICULIERES

- L'acte d'engagement et son annexe dont l'exemplaire conservé dans les archives du pouvoir adjudicateur fait seul foi :
 - Annexe 1 à l'acte d'engagement : Décomposition des prix global et forfaitaire / bordereau des prix unitaires propre à chaque lot
- La mise au point (le cas échéant)
- Le cahier des clauses administratives particulières et ses annexes éventuelles,
- Le cahier des clauses techniques particulières et ses annexes éventuelles,
- Le mémoire technique,
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants postérieurs à la notification de l'accord-cadre,
- L'ensemble des précisions et réponses publiées sur la plateforme PLACE au cours de la consultation (le cas échéant)
- Les bons de commande passés sur la base du présent marché

En cas de contradiction ou de différence entre les pièces constitutives du marché, les clauses applicables seront, sauf erreur manifeste, celles indiquées dans les documents qui sont les mieux placées dans l'ordre de priorité énuméré ci-dessus.

PIECE GENERALE

Le cahier des clauses administratives générales applicable aux marchés publics de fournitures courantes et services en vigueur à la date d'envoi à la publication de l'avis d'appel à la concurrence. Ce document d'ordre général n'est pas joint au présent marché, mais la partie contractante déclare expressément le connaître, s'y référer et l'accepter.

CONDITIONS GENERALES D'ACHAT

Toute clause mentionnée dans le(s) document(s) du titulaire (contrat, devis...) qui serait contraire aux stipulations du cahier des clauses administratives particulières et du cahier des clauses techniques particulières est réputée non écrite. Les conditions générales d'achat du pouvoir adjudicateur priment sur les conditions générales de vente du titulaire. La signature du marché entraîne acceptation sans réserve des conditions générales d'achat du pouvoir adjudicateur.

Article 9 - Marché(s) de prestations similaires

Le pouvoir adjudicateur peut négocier, avec le titulaire, sans publicité ni mise en concurrence préalables, un marché de prestations similaires en application des dispositions de l'article R.2122-7 du code de la commande publique.

Article 10 - Sous-traitance

Par dérogation à l'article 3.6 du cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de fournitures courantes et de services, chaque titulaire peut présenter au pouvoir adjudicateur un ou plusieurs sous-traitants au cours de l'exécution du marché.

En vue d'obtenir l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de leurs conditions de paiement, chaque titulaire fait parvenir par lettre recommandée avec avis de réception au pouvoir adjudicateur les documents suivants :

- La déclaration de sous-traitance (DC4 modèle avril 2019 ou équivalent) complétée, datée et signée en original par le titulaire, le mandataire en cas de groupement et le sous-traitant
- Un RIB lorsque le montant sous-traité est égal ou supérieur à 600,00 TTC

L'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de leurs conditions de paiement sont constatés par un acte spécial signé par le sous-traitant, le titulaire, le mandataire en cas de groupement et le pouvoir adjudicateur.

Dès la signature de l'acte spécial constatant l'acceptation du sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement, le pouvoir adjudicateur notifie au titulaire et à chacun des sous-traitants concernés l'exemplaire de l'acte spécial qui leur revient. Dès réception de cette notification, le titulaire du marché fait connaître au pouvoir adjudicateur le nom de la personne physique habilitée à représenter le sous-traitant.

Le titulaire demeure responsable de l'exécution des parties du marché qui sont sous-traitées.

Toute sous-traitance occulte peut, en application de l'article 41.1 du cahier des clauses administratives générales applicable aux marchés publics de fournitures courantes et services en vigueur, entraîner la résiliation du présent marché aux torts du titulaire.

Article 11 - Conditions d'exécution du marché

11.1 - Dispositions générales

Les prestations doivent répondre, durant toute la durée du marché, aux stipulations du cahier des clauses administratives particulières et du cahier des clauses techniques particulières.

11.2 - Emission des commandes

Par dérogation à l'article 3.7 du cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de fournitures courantes et services, le marché s'exécute au moyen de bons de commande.

L'établissement du GHT transmet :

- Pour les prestations de maintenance préventive, le(s) bon(s) de commande au titulaire autant de fois que nécessaire
- Pour les prestations de maintenance curative (non bloquante), le(s) bon(s) de commande au titulaire après remise d'un devis¹
- Pour les prestations de maintenance curative (bloquante), le(s) demande(s) d'intervention au titulaire par téléphone régularisée(s) ensuite par un bon de commande

Ces bons de commande sont adressés au titulaire par fax, courriel ou plateforme électronique.

Seuls les bons de commande signés par la/les personne(s) habilitée(s) de l'établissement du GHT peuvent être honorés par le titulaire.

Chaque bon de commande indique notamment les informations suivantes :

- La dénomination sociale / raison sociale et l'adresse du créancier
- La référence du marché
- Le numéro du bon de commande
- La nature des prestations à exécuter
- Le prix forfaitaire et/ou unitaire HT de chaque prestation
- Le montant HT du bon de commande
- La/les adresses et le(s) lieu(x) d'exécution des prestations
- Toute référence utile à l'exécution des prestations

Les bons de commande peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité du marché et pour une durée ne dépassant pas 15 jours au-delà de la date de fin d'exécution du présent marché.

Tout bon de commande peut-être modifié ou annulé par l'établissement du GHT sous réserve d'un préavis de 48 heures ouvrées.

11.3 - Traitement des commandes

Le titulaire doit, à réception du bon de commande, communiquer à l'établissement du GHT :

- Les dates de réception du bon de commande
- Les numéros d'enregistrement interne du bon de commande
- Les noms et les numéros de téléphone des personnes chargées de suivre le bon de commande
- La/les date(s) d'exécution des prestations

Lorsque le titulaire estime que les prescriptions d'un bon de commande qui lui est notifié appellent des observations de sa part, il doit les notifier à l'établissement du GHT dans un délai de 2 jours ouvrés à compter de l'heure d'envoi du bon de commande, sous peine de forclusion.

Le titulaire doit se conformer aux prescriptions de chaque bon de commande, que ceux-ci aient ou non fait l'objet d'observations de sa part.

11.4 - Délais d'exécution

Par dérogation à l'article 13.1 du cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de fournitures courantes et de services, les délais d'exécution des prestations sont fixés sur chaque bon de commande.

¹ Le titulaire doit, en plus des mentions obligatoires, mentionner sur son devis le délai d'approvisionnement des pièces détachées et des consommables et le délai de réparation de l'équipement concerné

11.5 - Expiration des délais d'exécution

Par dérogation à l'article 13.2 du cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de fournitures et services, la date d'expiration des délais d'exécution est la date d'achèvement des prestations.

Dans le cas où les prestations ne sont pas effectuées à la date limite de validité du marché, la date d'expiration des délais d'exécution est la date d'admission des prestations.

11.6 - Prolongation des délais d'exécution

Une prolongation des délais d'exécution des prestations peut être accordée au titulaire par l'établissement du GHT dans les conditions définies à l'article 13.3 du cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de fournitures courantes et services.

11.7 - Lieux d'exécution

Le lieu d'exécution des prestations est mentionné sur chaque bon de commande.

Article 12 - Suivi du marché

12.1 - Contrôle

Le pouvoir adjudicateur et/ou l'établissement du GHT se réserve le droit de contrôler, à tout moment, la bonne exécution des prestations du titulaire par un de ses représentants ou par d'une personne dûment mandatée.

12.2 - Tableau de suivi

Le titulaire doit transmettre à chaque établissement du GHT un bilan des prestations qui lui sont confiées.

Le titulaire doit communiquer, au plus tard au 31 janvier de l'année N+1, à l'établissement du GHT un bilan de l'année N-1 comprenant à minima les informations suivantes :

- Un récapitulatif annuel du nombre d'interventions préventives et curatives réalisées ainsi que leurs coûts afférents pour chaque équipement pris en charge
- Un récapitulatif annuel des éventuelles prestations sous-traitées ainsi que leurs coûts afférents
- Un rapport sur l'état de chaque équipement pris en charge
- Un relevé annuel des non-conformités / anomalies / incidents constatés en associant les pistes d'améliorations envisagées pour les corriger
- Un suivi annuel des consommations de gaz / fluides pour chaque équipement pris en charge
- La durée moyenne des interventions préventives et curatives
- La durée moyenne d'indisponibilité des équipements pris en charge

Le pouvoir adjudicateur et/ou l'établissement du GHT peuvent, en plus de ces éléments, demander au titulaire la communication de toute information utile, notamment statistique, relative à la mise en œuvre et au suivi de l'exécution du marché.

Ce bilan pourra faire l'objet d'une présentation auprès de chaque établissement du GHT, sans que cela ne génère un coût supplémentaire.

12.3 - Réunion de suivi

A la demande de l'établissement du GHT, des réunions de suivi pourront être organisées afin de faire un bilan des prestations exécutées.

Ces réunions sont organisées :

- A minima une fois par an
- En présentiel ou en distanciel

Le titulaire doit obligatoirement participer à ces réunions.

Le titulaire rédige à l'issue de chaque réunion un compte rendu. Il transmet ce compte rendu pour validation à l'établissement du GHT dans un délai de 5 jours ouvrés.

Ces réunions de suivi ne pourront en aucune manière faire l'objet d'une facturation supplémentaire aux établissements du GHT.

Article 13 - Information et conseil

Les titulaires ont une obligation permanente d'information et de conseil auprès du pouvoir adjudicateur et/ou de l'établissement du GHT dans le cadre de l'exécution du marché.

A ce titre, il doit aviser le pouvoir adjudicateur et/ou l'établissement du GHT de toute modification législative et/ou réglementaire applicable aux prestations objet du présent marché et de tout autre élément susceptible d'affecter ses conditions d'exécution.

Le titulaire, en sa qualité de professionnel du domaine objet du marché, s'engage également à communiquer, dans les meilleurs délais, au pouvoir adjudicateur et/ou à l'établissement du GHT, les alertes, les mises en garde ou tout autre événement susceptible d'impacter la bonne exécution du marché.

Article 14 - Evaluation et plan de progrès

Le pouvoir adjudicateur et/ou l'établissement du GHT évaluent régulièrement la bonne exécution du marché et décident des

actions à mener auprès du titulaire pour corriger les manquements à l'exécution du marché.

Trois niveaux sont prévus :

- Mise en demeure de mener des actions correctives par courrier simple
- Mise en demeure de mener des actions correctives par courrier avec accusé de réception
- Convocation du titulaire par courrier avec accusé de réception

Dans le cas où le titulaire n'aurait pas mené les actions correctives appropriées dans les délais d'exécutions qui lui ont été signifiés, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de résilier, par dérogation à l'article 41 du cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de fournitures courantes et de services, de plein droit le marché sans que le titulaire ne puisse prétendre à une quelconque indemnité.

Article 15 - Modalités de détermination des prix

15.1 - Répartition des paiements

L'acte d'engagement indique le cas échéant ce qui doit être réglé respectivement aux titulaires et à ses cotraitants éventuels.

15.2 - Forme des prix

Les prix des prestations faisant l'objet du marché sont

- Des prix forfaitaires pour la maintenance préventive
- Des prix unitaires pour la maintenance curative

15.3 - Détermination des prix

Par dérogation à l'article 10.1.3 du cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de fournitures courantes et de services, les prix figurant dans l'acte d'engagement du marché sont réputés comprendre :

- Les frais afférents aux prestations de maintenance préventive²
- Les frais afférents aux prestations de maintenance curative³
- Toutes les garanties, prescriptions et obligations mentionnées dans le cahier des clauses administratives particulières et le cahier des clauses techniques particulières
- Les frais afférents aux prestations associées (gestion des déchets,...)
- Les autres dépenses nécessaires à la réalisation des prestations (gestion administrative, assurances, frais postaux...)
- Toutes charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement la réalisation des prestations
- Les marges pour risques et les marges bénéficiaires

Il ne peut être facturé aucun frais supplémentaire correspondant à :

- Des frais de diagnostic (déplacement, recherche de la panne ou de l'anomalie, établissement du devis,...)
- Des minimas de commande, que ce soit en quantité et/ou en valeur
- Des frais de dossier ou d'ouverture de compte

Le titulaire est lié par les prix qu'il a proposés dans la décomposition du prix global et forfaitaire et dans le bordereau des prix unitaires.

15.4 - Coefficient de majoration sur pièce

Le coefficient de majoration sur pièce pour l'achat de pièces détachées proposé par le titulaire dans l'annexe financière à l'acte d'engagement (DPGF-BPU) est fixe et s'applique pendant toute la durée du marché.

15.5 - Evolution des prix

Par dérogation aux articles 10.1.1 et 10.1.2 du cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de fournitures courantes et de services, les prix des prestations de maintenance préventive et curative⁴ faisant l'objet du marché sont des prix actualisables à la hausse comme à la baisse.

Les prix du marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois correspondant à la date limite de remise des offres. Ce mois est appelé "mois zéro" (m0).

Les index de référence à prendre en compte sont ceux publiés sur les sites Internet suivants :

- ICHT-IME est la valeur de l'indice du coût horaire de la main d'œuvre des « Industries mécaniques et électriques »
Cet indice est publié sur le site de l'INSEE (Identifiant 001565183)
- FSD2 est la valeur de l'indice des « frais et services divers 2 »

Cet indice est publié au MBTP.

² Les frais afférents à la maintenance préventive couvrent les frais de déplacement, la main d'œuvre, les consommables / petites fournitures nécessaires à la réalisation de la maintenance. Sont considérés comme consommables et petites fournitures, tout bien ou matériel non spécifique à un bien et destiné à une utilisation unique (norme AFNOR EN 13306). Les pièces détachées ainsi que les fluides frigorigènes ne sont pas inclus et leur prix doit être justifié par la présentation des factures des fournisseurs du titulaire

³ Les frais afférents à la maintenance curative comprennent les frais de déplacement, de main d'œuvre et le prix des pièces détachées sur lesquels sont appliqués un coefficient de majoration. Est considéré comme consommable, tout bien ou matériel non spécifique à un bien et destiné à une utilisation unique (norme AFNOR EN 13306).

Le prix des pièces détachées ainsi que des fluides frigorigènes doivent être justifiés par la présentation des factures des fournisseurs du titulaire

⁴ Uniquement les tarifs relatifs à la main d'œuvre

L'ajustement des prix est effectué par application de l'indice INSEE aux prix unitaires du marché :

$$Pa = Po * [0,125 + 0,875 \times (0,30 \times FSD2n / FSD2o + 0,70 \times ICHT-IME_n / ICHT-IME_o)]$$

Pa = Prix ajusté

Po = Prix du marché établi sur la base des conditions économiques du mois (Mo)

FSD2n = Dernier indice de référence connu au moment de la demande d'ajustement des prix

FSD2o = Indice de référence du mois d'établissement des prix de l'offre de base (Mo)

ICHT-IME_n = Dernier indice de référence connu au moment de la demande d'ajustement des prix

ICHT-IME_o = Indice de référence du mois d'établissement des prix de l'offre de base (Mo)

Par dérogation à l'article 10.2.3 du cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de fournitures courantes et de services, les arrondis sont traités de la façon suivante :

- Si la cinquième décimale est comprise entre 0 et 4 (bornes incluses), la quatrième décimale est inchangée (arrondi par défaut)
- Si la cinquième décimale est comprise entre 5 et 9 (bornes incluses), la quatrième décimale est augmentée d'une unité (arrondi par excès)

En cas d'interruption temporaire de la parution de l'indice, le dernier indice connu reste applicable le temps que le nouvel indice paraisse.

En cas de suppression définitive de l'indice, le dernier indice connu reste applicable pendant 3 mois. Durant cette période, le titulaire et le pouvoir adjudicateur déterminent d'un commun accord, un nouvel indice de référence. Dans le cas où le titulaire et le pouvoir adjudicateur ne parviennent pas à s'entendre sur le choix d'un nouvel indice, le marché est alors résilié sans que le titulaire ne puisse prétendre à une quelconque indemnité.

Le titulaire doit adresser, par courrier avec accusé de réception, au pouvoir adjudicateur sa demande d'ajustement des prix.

Pour ce faire, le titulaire transmet au pouvoir adjudicateur :

- Une nouvelle décomposition du prix global forfaitaire et un nouveau bordereau des prix unitaires récapitulant les prix correspondant à l'offre de base, les anciens prix ajustés (le cas échéant) et les nouveaux prix avec les pourcentages d'évolution successifs. Ces nouveaux prix sont alors fermes pendant une période de 1 an. Les nouveaux prix s'appliquent aux commandes passées à compter du 1^{er} janvier
- Une note ou de tout document permettant de justifier l'évolution du prix (indice,...)

Le premier ajustement des prix ne peut intervenir avant le 1^{er} janvier 2027.

Si le titulaire n'a pas transmis sa demande d'ajustement des prix avant le 1^{er} novembre de chaque année, les prix seront reconduits à l'identique pour une période de douze (12) mois.

15.6 - Clause butoir

Par dérogation à l'article 10.1.2 du cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de fournitures courantes et de services, le prix de chaque prestation ne saurait augmenter de plus de 3,00 % par rapport aux prix actuel et cela pour chaque période de reconduction.

Le pouvoir adjudicateur se réserve donc la possibilité de limiter cette évolution à 3,00 % pour la seule période considérée et sans que cela n'ouvre droit à une quelconque indemnisation du titulaire.

En cas d'activation de la présente clause, le pouvoir adjudicateur en informera par courriel le titulaire qui ne pourra en refuser l'application.

15.7 - Clause de sauvegarde

Par dérogation à l'article 10.1.2 du cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de fournitures courantes et de services, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de résilier le marché dès lors que la révision des prix conduit à une augmentation supérieure à 3,00 % ou que la somme des révisions conduit à une augmentation supérieure à la clause butoir.

Cette résiliation n'ouvre droit à aucune indemnité pour le titulaire pour la partie non exécutée des prestations.

Article 16 - Evolution du parc

La liste des équipements prévus à l'annexe 1 du cahier des clauses techniques particulières peut, au cours du marché, évoluer (équipement acheté / équipement réformé, équipement vendu ou donnés) sans que le titulaire ne puisse s'y opposer.

Retrait d'un équipement

Le prix des prestations de maintenance préventive facturées par le titulaire à l'établissement du GHT sera modifié comme suit :

Prix des prestations de maintenance préventive = Prix forfaitaire de l'équipement concerné x [nombre d'intervention(s) réalisée(s) / nombre d'intervention(s) devant être effectuée(s)]

Ajout d'un équipement

Dans l'hypothèse où l'établissement du GHT achèterait en cours de marché un équipement en lien avec l'objet du marché, le titulaire s'engage à le prendre en charge.

Le prix des prestations de maintenance préventive facturées par le titulaire à l'établissement du GHT sera modifié comme suit :

Si un équipement similaire est déjà présent à l'annexe 1 du cahier des clauses techniques particulières, le prix des prestations de maintenance préventive =

- Equipement concerné x [nombre d'intervention(s) à réaliser / nombre d'intervention(s) devant être effectuée(s)] pour une année incomplète
- Au prix forfaitaire de l'équipement similaire pour une année complète

Si aucun équipement similaire ne figure pas à l'annexe 1 du cahier des clauses techniques particulières, le titulaire doit alors transmettre à l'établissement du GHT le prix des prestations de maintenance préventive correspondant à sa prise en charge de l'équipement.

Le titulaire sera informé, dans les meilleurs délais par l'établissement du GHT, de toute évolution de la liste des équipements prévus à l'annexe 1 du cahier des clauses techniques particulières.

Le pouvoir adjudicateur établira, le cas échéant, un avenant au marché afin de prendre en compte ces évolutions.

Article 17 - Opération de vérification et décision après vérification

Vérification quantitative simple

Les opérations de vérification sont effectuées lors de l'achèvement des prestations dans les conditions prévues aux articles 27 à 30 du cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de fournitures courantes et de services.

Elles consistent à vérifier la conformité entre la quantité sur les bons de commande et celle effectivement exécutée.

Vérification qualitative simple

Les opérations de vérification sont effectuées lors de l'achèvement des prestations dans les conditions prévues aux articles 27 à 20 du cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de fournitures courantes et de services.

Elles consistent à vérifier la conformité des prestations exécutées avec les spécifications du marché ou des commandes.

Article 18 - Garantie

Les dispositions de l'article 33 du cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de fournitures courantes et de services sont seules applicables.

Article 19 - Avance

19.1 - Avance du titulaire

Sauf renoncement du titulaire porté à l'acte d'engagement, une avance forfaitaire est versée au titulaire conformément à l'article R2191-3 du Code de la commande publique. Le montant de l'avance est déterminé par application des articles R 2191-6 à R 2191-10 du Code de la commande publique.

Le délai de paiement de cette avance court à partir de la notification des actes qui emportent commencement de l'exécution du marché si un tel acte est prévu ou, à défaut, à partir de la date de notification du marché.

Le montant de l'avance versé au titulaire ne peut, conformément à l'article R 2191-9 du Code de la commande publique, être affecté par une clause d'évolution des prix.

L'avance forfaitaire est remboursée dans les conditions prévues aux articles R 2191-11 et R 2191-12 du Code de la commande publique.

Dans le cas où le titulaire sous-traite une part du marché postérieurement à sa notification, il doit rembourser la partie de l'avance versée correspondant au montant des prestations sous-traitées, même si le sous-traitant ne souhaite pas bénéficier de l'avance.

19.2 - Avance du sous-traitant

Sauf renoncement du sous-traitant porté à l'acte spécial, une avance forfaitaire est versée au sous-traitant conformément aux articles R 2193-19 et R 2193-20 du Code de la commande publique. Le montant de l'avance est déterminé par application de l'article R 2193-19 du Code de la commande publique.

Le délai de paiement de cette avance court à partir de la notification de l'acte qui emporte commencement de l'exécution de l'acte spécial si un tel acte est prévu ou, à défaut, à partir de la date de notification de l'acte spécial.

Le montant de l'avance versé au sous-traitant ne peut, conformément à l'article R 2191-9 du Code de la commande publique, être affecté par une clause d'évolution des prix.

L'avance forfaitaire est remboursée dans les conditions prévues aux articles R 2191-11 et R 2191-12 du Code de la commande publique.

Article 20 - Cautionnement

Il n'est pas prévu de retenue de garantie.

Article 21 - Modalités de règlement

21.1 - Paiements partiels définitifs

Les paiements consécutifs à l'admission des prestations prévues au marché sont des paiements partiels définitifs.

21.2 - Contenu des demandes de paiement partiel définitif

Par dérogation aux articles 11.3 et 12.1.3 du cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de fournitures courantes et de services, les demandes de paiement afférentes au marché comportent, en plus des mentions légales, les indications suivantes :

- La dénomination sociale / raison sociale, le numéro de Siret et l'adresse du titulaire (créancier)
- Le numéro de son compte bancaire ou postal tel qu'il est précisé à l'acte d'engagement
- Le nom et l'adresse du pouvoir adjudicateur (débitur)
- Le numéro du marché et de chaque avenant
- La date et le numéro du bon de commande
- La date de la demande de paiement partiel définitif
- La date de l'intervention
- La période de facturation (le cas échéant)
- L'intitulé des prestations exécutées (le cas échéant)
- L'intitulé de l'équipement dépanné (le cas échéant)
- Le nombre d'heure d'intervention et le tarif horaire de la main d'œuvre (le cas échéant)
- L'intitulé et les quantités des fournitures remplacées (le cas échéant)
- En cas de remplacement de pièces hors forfait : le type de pièce changé, le coefficient de majoration pour pièce applicable et le nombre d'heures de présence sur site
- Le prix hors TVA des prestations exécutées
- Le prix des prestations accessoires (le cas échéant)
- Le taux de remise (le cas échéant)
- Le montant hors TVA des prestations exécutées
- Le montant hors TVA des prestations accessoires (le cas échéant)
- Le taux et le montant de la TVA
- Le taux et le montant des taxes parafiscales
- Le montant total TTC des prestations exécutées
- En cas de groupement, pour chaque cotraitant, le montant des prestations exécutées par cotraitant
- En cas de sous-traitance, la nature des prestations exécutées par le sous-traitant, leur montant total HT, leur montant TTC ainsi que, le cas échéant, les variations de prix HT et TTC
- Les indemnités, primes et retenues autres que la retenue de garantie, établies conformément aux stipulations du présent cahier des clauses administratives particulières (le cas échéant)

En cas de non-respect de ces stipulations, l'établissement du GHT retourne la facture au titulaire avec l'obligation de la rééditer sous un nouveau numéro et une nouvelle date.

En cas de groupement conjoint ou solidaire, les demandes de paiement partiel définitif doivent être décomposées en autant de partie qu'il y a de membres du groupement. Chaque partie fait apparaître les renseignements nécessaires au paiement du membre du groupement concerné.

21.3 - Remise des demandes de paiement partiel définitif

Par dérogation aux articles 11.6.1 et 12.1.3 du cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de fournitures courantes et de services, le titulaire doit transmettre mensuellement une seule demande de paiement partiel définitif à l'établissement du GHT.

Cette demande de paiement partiel définitif doit comprendre :

- Les prestations de maintenance préventive réalisées au cours du mois
- Les prestations de maintenance curative effectuées au cours du mois

Les factures devront être adressées à chaque établissement du GHT. L'établissement se laisse la possibilité d'imposer une répartition par service / UF.

Le titulaire doit, conformément à l'article 3 de l'ordonnance 2014-697 du 26 juin 2014 relative au développement de la facturation électronique, transmettre à l'établissement du GHT les demandes de paiement partiel définitif sous format électronique.

Le numéro de SIRET et l'identification Chorus Pro de l'établissement du GHT sont mentionnés à l'annexe 2 du présent cahier des clauses administratives particulières.

En cas de groupement, le mandataire est seul habilité à présenter à l'établissement du GHT les demandes de paiement définitif et à formuler ou à transmettre les réclamations des membres du groupement.

En cas de sous-traitance, le titulaire dispose, conformément à l'article R 2193-12 du Code de la commande publique, d'un délai de 15 jours à compter de la réception des demandes de paiement partiel définitif adressée par les sous-traitants pour transmettre au pouvoir adjudicateur une attestation signée en double exemplaire indiquant la somme éventuellement à payer pour chaque sous-traitant. La somme à payer doit tenir compte d'une éventuelle variation dans les prix prévue dans l'acte spécial de sous-traitance et inclut la TVA. Si le titulaire qui a conclu l'acte spécial n'est pas le mandataire, ce dernier doit également signer l'attestation.

L'établissement du GHT informe, par ailleurs, le titulaire des paiements qu'il effectue pour chaque sous-traitant.

Toute demande de paiement partiel définitif transmise en dehors du portail de facturation de l'Etat (Chorus Pro) sera rejetée par l'établissement du GHT.

21.4 - Acceptation des demandes de paiement partiel définitif

Les dispositions de l'article 11.6 du cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de fournitures courantes et de services sont seules applicables.

21.5 - Mode de règlement

Par dérogation aux articles 11.7, 12.1.1 et 12.1.2 du cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de fournitures courantes et de services, l'établissement du GHT se libère des sommes dues au titre du marché par virement administratif conformément aux règles de la comptabilité publique.

En cas de groupement solidaire, le règlement des sommes dues au titre du marché est effectué sur un compte unique, géré par le mandataire du groupement.

Le délai global de paiement ne peut excéder 50 jours selon les dispositions de l'article R 2192-11 du Code de la commande publique.

Le point de départ du délai global de paiement est :

- La date de réception de la demande de paiement partiel définitif si la date d'admission des prestations est antérieure à la date de réception de la demande de paiement partiel définitif
- La date d'admission des prestations si la date de réception de la demande de paiement partiel définitif est antérieure à la date d'admission des prestations

Le délai global de paiement peut être suspendu par l'établissement du GHT ou le comptable assignataire quand les justificatifs produits sont insuffisants.

En cas de contestation sur le montant des sommes dues au titulaire, l'établissement du GHT règle les sommes qu'il a admises. Après résolution du désaccord, il procède, le cas échéant, au paiement d'un complément majoré, s'il y a lieu, des intérêts moratoires courant à compter de la date de la demande de paiement partiel définitif présentée par le titulaire.

La monnaie de facturation est l'Euro.

L'ordonnateur des dépenses et le comptable assignataire des paiements sont mentionnés à l'annexe 2 du présent cahier des clauses administratives particulières.

21.6 - Application de la taxe sur la valeur ajoutée

Les montants indiqués dans l'acte d'engagement et dans la décomposition des prix global et forfaitaire et le bordereau des prix unitaires sont établis en hors taxes et sont majorés du taux de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) en vigueur à la date de facturation des prestations.

Le montant de la demande de paiement partiel et définitif est calculé en appliquant les taux de TVA en vigueur à la date du fait générateur de la TVA.

21.7 - Intérêts moratoires

Le dépassement du délai global de paiement ouvre de plein droit et sans autre formalité pour le titulaire le versement d'intérêts moratoires à compter du jour suivant l'expiration du délai global de paiement et jusqu'à la date de mise en paiement du principal. Le taux des intérêts moratoires est celui de l'intérêt légal en vigueur à la date à laquelle les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de 8 points de pourcentage.

Le montant des intérêts moratoires est calculé conformément aux dispositions de l'arrêté du 15 juin 2020 relatif à la fixation du taux de l'intérêt légal dans les contrats de la commande publique.

En outre, le titulaire percevra l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement de 40 euros prévue à l'article D2192-35 du Code de la commande publique.

Article 22 - Nantissement / cession de créance

Conformément aux dispositions des articles R 2191-46 à R 2191-53 et R 2191-58 du Code de la commande publique, pouvoir adjudicateur remet au titulaire, dès lors qu'il en formule la demande, un exemplaire unique ou un certificat de cessibilité du marché en vue de la notification éventuelle d'une cession ou d'un nantissement de créance au comptable assignataire mentionné à l'article 21.5 du présent cahier des clauses administratives particulières.

Article 23 - Pénalités

Par dérogation aux articles 3.6.3 et 14 du cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de fournitures courantes et de services, le pouvoir adjudicateur et/ou l'établissement du GHT se réservent le droit d'appliquer au titulaire des pénalités :

23.1 - Pénalités en lien avec les prestations

Le pouvoir adjudicateur et/ou l'établissement du GHT se réservent le droit d'appliquer au titulaire les pénalités énumérées ci-dessous en cas de manquement à ses obligations :

- Pénalité pour non-transmission du planning prévisionnel de maintenance préventive dans les délais prescrits dans le cahier des clauses techniques particulières : 50 euros par jour calendaire de retard après la date prévue
- Pénalité pour non-respect des dates d'intervention des prestations de maintenance préventive: 100 euros par cas constaté
- Pénalité pour non-respect des délais d'intervention pour la maintenance curative définis dans le cahier des clauses techniques particulières : 50 euros la première heure et 25 euros par heure à partir de la deuxième heure
- Pénalité pour utilisation de matériel(s) / produit(s) non autorisé(s) par l'établissement du GHT : 150 euros par cas constaté
- Pénalité pour mauvais comportement des agents du titulaire (nuisance au bon fonctionnement des services,...) : 250 euros par cas constaté
- Pénalité en cas de non-respect des conditions vestimentaires des agents (absence de tenue ou tenue non identifiée, absence de port du badge, tenue sale / déchirée / abimée,...) : 100 euros par cas constaté
- Pénalité pour non-respect des consignes de sécurité et d'hygiène par les agents du titulaire : 100 euros par cas constaté
- Pénalité en cas de perte des moyens d'accès (clefs, badge,...) par les agents du titulaire : 75 euros par cas constaté
- Pénalité pour dégradation des locaux de l'établissement du GHT par les agents du titulaire : 250 euros par cas constaté en plus de la prise en charge des frais de remise en état des locaux
- Pénalité pour absence de remise des documents prévus au marché (bilan annuel, rapport d'intervention, devis,...) : 50 euros par jour ouvré de retard à compter de la fin du délai de transmission indiqué dans le marché
- Pénalité liée à la remise d'un document non conforme ou présentant un niveau de renseignement insatisfaisant : 25 euros par jour ouvré de retard et par document jusqu'à la remise du document conforme aux dispositions prévues au marché
- Pénalité pour absence de mise à jour des documents prévus au marché (classeur de maintenance,...) : 50 euros par cas constaté
- Pénalité pour absence de participation ou retard aux réunions : 100 euros par cas constaté
- Pénalité pour absence de transmission d'information et/ou de conseil : 100 euros par cas constaté
- Pénalité pour non-respect des engagements pris par le titulaire dans son mémoire technique : 200 euros par cas constaté
- Pénalité pour absence d'actions correctives mises en place dans les délais prescrits suivant une déclaration de non-conformité : 100 euros par jour ouvré de retard
- Pénalité pour faute lourde (vol, entrée de personnel non habilité,...) : 1 000 euros par cas constaté

Le pouvoir adjudicateur peut, conformément à l'article 37 du présent cahier des clauses administratives particulières, résilier le marché pour faute du titulaire en cas de manquement grave et répété, par le titulaire ou son sous-traitant, aux obligations relatives à la confidentialité, à la protection des données à caractère personnel et à la sécurité prévues par la réglementation française et européenne ainsi qu'aux obligations prévues par le présent document et par les pièces particulières du marché.

23.2 - Pénalités pour non transmission de documents relatifs à la sous-traitance

Le titulaire est tenu de communiquer le contrat de sous-traitance et ses avenants éventuels au pouvoir adjudicateur, lorsque celui-ci en fait la demande.

A défaut de l'avoir produit à l'échéance d'un délai de quinze jours calendaires à compter de la réception de la demande du pouvoir adjudicateur, le titulaire encourt une pénalité égale à 1/2000 du montant hors taxes du marché, éventuellement modifiés par avenant, ou, à défaut, du montant du bon de commande concerné. Cette pénalité s'applique pour chaque jour de retard.

23.3 - Pénalités pour travail dissimulé

Le titulaire qui ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L 8221-3 à L 8221-5 du code du travail, encourt une pénalité égale à 100 euros par jour calendaire de retard jusqu'à la régularisation totale de la situation par le titulaire.

Le montant des pénalités est égal, au plus, à 10 % du montant du marché. Le montant des pénalités ne peut excéder celui des amendes encourues en application des articles L 8224-1, L 8224-2 et L 8224-5 du code du travail.

23.4 - Pénalités pour non transmission des attestations d'assurance

Le titulaire est tenu de communiquer les attestations d'assurance en cours de validité au pouvoir adjudicateur lorsqu'il en fait la demande.

A défaut de l'avoir produit dans les délais fixés à l'article 26 du présent cahier des clauses administratives particulières, il encourt une pénalité de 100 euros par jour de retard.

23.5 - Pénalités pour erreur de facturation

Le titulaire doit transmettre à l'établissement du GHT des demandes de paiement exactes.

En cas d'erreur de facturation, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 25 euros pour chaque demande de paiement erronée.

23.6 - Modalités d'application des pénalités

Des pénalités sont appliquées au titulaire en cas de non-respect de ses engagements contractuels.

Toutes les pénalités prévues au marché peuvent être appliquées au titulaire sans mise en demeure préalable.

Toutes les pénalités sont cumulables. Dans l'hypothèse où il y aurait une relation de cause à effet entre deux pénalités, la pénalité la plus forte est prise en considération.

Le titulaire n'est exonéré d'aucune pénalité et le montant n'est pas plafonné.

Les pénalités ne présentent pas de caractère libératoire.

Le titulaire est informé de la décision par le pouvoir adjudicateur et/ou de l'établissement du GHT des pénalités par courrier ou courriel motivé.

A la suite de ce courrier ou courriel, le pouvoir adjudicateur et/ou l'établissement du GHT émettent un titre de recettes à l'encontre du titulaire correspondant aux pénalités ou demandent au titulaire de lui adresser un avoir correspondant aux pénalités.

L'application de pénalités peut être effectuée sans préjudice de la faculté du pouvoir adjudicateur et/ou l'établissement du GHT de prononcer toute autre sanction.

Le pouvoir adjudicateur et/ou l'établissement du GHT peuvent en outre réclamer au titulaire les sommes correspondant aux frais engagés pour pallier ses défaillances, notamment en cas de non réalisation d'une prestation prévue dans le cahier des charges ou dans le mémoire technique du titulaire.

En cas d'impossibilité d'appliquer les pénalités prévues ci-après, les dispositions prévues au cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de fournitures courantes et de services s'appliquent.

Article 24 - Clauses d'insertion par l'activité économique

Dans un souci de promotion de l'emploi et de lutte contre l'exclusion, le pouvoir adjudicateur a décidé de faire application des dispositions de l'article L2112-2 du code de la commande publique, en incluant dans ce marché une clause d'exécution à caractère social.

Cette clause d'insertion sociale est applicable pour les lots 1 et 2 du présent cahier des charges.

Le titulaire devra, en lien avec l'Aile Sud Bourgogne, réaliser une action d'insertion qui permette l'accès ou le retour à l'emploi de personnes rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières.

Personnes concernées par l'action d'insertion

Dans le cadre de ce marché, le pouvoir adjudicateur s'est engagé à favoriser l'accès à l'emploi des personnes rencontrant des difficultés sociales et professionnelles spécifiques d'accès à l'emploi.

Sont éligibles aux clauses sociales d'insertion et de promotion de l'emploi :

- 1 - Personnes recrutées et accompagnées dans une structure reconnue par l'Etat :
 - a. Personnes prises en charge dans le secteur adapté ou protégé : salariés des entreprises adaptées, des entreprises adaptées de travail temporaire ou usagers des ESAT
 - b. Personnes prises en charge dans les structures d'insertion par l'activité économique (IAE) mentionnée à l'article L. 5132-4 du code du travail, c'est-à-dire :
 - Mises à disposition par une association intermédiaire (AI) ou une entreprise de travail temporaire d'insertion (ETTI)
 - Salariées d'une entreprise d'insertion (EI), d'un atelier chantier d'insertion (ACI)
 - c. Personnes employées par une régie de quartier ou de territoire agréée
 - d. Personnes prises en charge dans des dispositifs particuliers, notamment les Etablissements Publics d'Insertion de la Défense (EPIDE) et les Ecoles de la deuxième Chance (E2C)
 - e. Personnes en parcours d'insertion au sein des groupements d'employeurs pour l'insertion et la qualification (GEIQ)
 - f. Personnes sous-main de justice employées en régie, dans le cadre du service de l'emploi pénitentiaire de l'agence du travail d'intérêt général et de l'insertion professionnelle (ATIGIP) ou affectées à un emploi auprès d'un concessionnaire de l'administration pénitentiaire
- 2 - Personnes répondant à des critères d'éloignement du marché du travail :
 - a. Demandeurs d'emploi de longue durée (plus de 12 mois d'inscription au chômage) sans activité ou en activité partielle (moins de 6 mois dans les 12 derniers mois)
 - b. Bénéficiaires du RSA en recherche d'emploi
 - c. Personnes ayant obtenu la reconnaissance de travailleurs handicapés au sens de l'article L. 5212-13 du code du travail orientés en milieu ordinaire et demandeurs d'emploi fixant la liste des bénéficiaires de l'obligation d'emploi
 - d. Bénéficiaires de l'allocation spécifique de solidarité (ASS), de l'allocation adulte handicapé (AAH), de l'allocation d'Insertion (AI), de l'allocation veuvage, ou de l'allocation d'invalidité
 - e. Jeunes de moins de 26 ans en recherche d'emploi : - sans qualification (infra niveau 3, soit niveau inférieur au CAP/BEP) et sortis du système scolaire depuis au moins 6 mois ; - diplômés, justifiant d'une période d'inactivité de 6 mois depuis leur sortie du système scolaire ou de l'enseignement supérieur
 - f. Demandeurs d'emploi seniors (plus de 50 ans)
 - g. Jeunes en suivi renforcé de type PACEA, SMA, SMV, en sortie de dispositif Contrat d'engagement jeunes
 - h. Habitants des quartiers prioritaires de la politique de la ville éloignés de l'emploi
 - i. Personnes ayant le statut de réfugié ou bénéficiaires de la protection subsidiaire
 - j. Personnes rencontrant des difficultés particulières sur proposition motivée de France Travail, des maisons de l'emploi, des plans locaux pour l'insertion et l'emploi (PLIE), des missions locales, de Cap emploi ou des maisons départementales des personnes handicapées (MDPH). L'éligibilité des publics doit être établie préalablement à la mise en œuvre du dispositif et à la réalisation des heures d'insertion

L'éligibilité des publics doit être vérifiée préalablement à la mise en œuvre du dispositif et à la réalisation des heures d'insertion par l'Aile Sud Bourgogne. En outre, l'Aile Sud Bourgogne peut valider d'autres personnes rencontrant des difficultés particulières sur avis motivé de France Travail, des Maisons de l'Emploi, des Plans Locaux pluriannuels pour l'Insertion et l'Emploi (PLIE), des Missions Locales, ou des Maisons Départementales des Personnes Handicapées (MDPH).

Mise en œuvre de l'action d'insertion

Il est demandé au titulaire et ses éventuels sous-traitants de réaliser une action qui contribue à la promotion, à l'accès et au retour à l'emploi des publics qui en sont éloignés tel que défini ci-dessous.

A ce titre, le titulaire s'engage sur les deux premières années du marché à animer une demi-journée (3h00) de face à face (présentation de ses métiers en salle, atelier conseil, simulation d'entretiens d'embauche,...) avec un groupe de personnes éloignées de l'emploi (Antenne Mission Locale, France Travail....).

Le dispositif d'accompagnement pour la mise en œuvre de l'action d'insertion

Afin de faciliter la mise en œuvre de l'action d'insertion, a été mis en place un dispositif d'accompagnement qui peut être sollicité par le titulaire en prenant l'attache :

AILE SUD BOURGOGNE
1000 Avenue de Lattre de Tassigny
71000 Mâcon

Facilitateurs des Clauses Sociales

Cédric LAUGERE
Tel : 06 19 17 91 51
Courriel : cedric.laugere@aile-sb.fr

Gaelle GUILLON
Tel : 06 40 09 92 06
Courriel : gaelle.guillon@aile-sb.fr

Anne-Sophie RAFFA
Tel : 06.18.39.19.62
Courriel : annesophie.raffa@aile-sb.fr

Dans un délai d'un mois maximum suivant la notification du marché, le titulaire prend contact avec l'Aile Sud Bourgogne afin de définir les modalités opérationnelles d'exécution et le calendrier prévisionnel de mise en œuvre de son engagement d'insertion.

Le contrôle des engagements insertion, se réalisera par un compte rendu réalisé par l'Aile Sud Bourgogne et la transmission de feuilles d'émargement ou tout autre document justifiant la réalité physique de l'action.

Article 25 - Exécution aux frais et risques

En cas de :

- Résiliation du marché aux torts du titulaire
- En cas d'impossibilité pour le titulaire de réaliser, à l'exception des cas de force majeure reconnus par la législation / réglementation en vigueur ou les juridictions administratives, les prestations dans les délais et/ou aux conditions prévues au marché y compris en cas de grève de son personnel

L'établissement du GHT se réserve alors le droit de faire exécuter les prestations par un tiers aux frais et risques du titulaire, conformément aux dispositions de l'article 45 du cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de fournitures courantes et de services.

Article 26 - Garantie

Les dispositions de l'article 33 du cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de fournitures courantes et de services sont seules applicables.

Article 27 - Assurances

Par dérogation à l'article 9 du cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de fournitures courantes et de services, le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard du pouvoir adjudicateur, de l'établissement du GHT et des tiers, en cas de dommage corporel, matériel et/ou immatériel, causés par l'exécution des prestations prévues au marché.

En cas d'existence d'une franchise, dans le contrat souscrit par le titulaire, le titulaire est réputé la prendre intégralement à sa charge.

Le titulaire doit fournir au pouvoir adjudicateur dans un délai de 15 jours calendaires à compter de la notification du marché et avant tout début d'exécution des prestations, les attestations en cours de validité émanant de sa/ses compagnie(s) d'assurance permettant d'établir l'étendue des responsabilités garanties. A tout moment durant l'exécution du marché, le titulaire doit être en mesure de produire ces attestations, sur demande du pouvoir adjudicateur et dans un délai de 15 jours à compter de la réception de la demande.

Le titulaire doit, s'il y a lieu, souscrire, à ses frais, une police d'assurance complémentaire si celles existantes ne sont pas considérées comme suffisantes par le pouvoir adjudicateur pour assurer la couverture des risques des prestations prévues au marché.

En cas de résiliation des polices d'assurance, le titulaire doit souscrire immédiatement une nouvelle police en remplacement.

Le défaut d'assurance ou la non-transmission de ses attestations d'assurance dans les délais impartis entraîne la résiliation du marché, conformément à l'article 36 du cahier des clauses administratives particulières.

Article 28 - Confidentialité

Par dérogation à l'article 5.1 du cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de fournitures courantes et de services, le titulaire qui, à l'occasion de l'exécution du marché, a connaissance d'informations ou reçoit communication de documents ou d'éléments de toute nature, signalés comme présentant un caractère confidentiel et relatifs, notamment, aux moyens à mettre en œuvre pour son exécution, au fonctionnement des services de l'établissement du GHT, est tenu de prendre toutes mesures nécessaires afin d'éviter que ces informations, documents ou éléments ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à en connaître.

A ce titre, le titulaire ne doit en aucune manière :

- Communiquer les résultats d'analyses à d'autres destinataires que l'établissement du GHT
- Communiquer les renseignements, documents et objets dont il a pris connaissance dans le cadre de l'exécution du marché
- Exploiter des données issues des collectes et/ou prélèvements sans accord préalable de l'établissement du GHT

Le titulaire s'engage à faire respecter ces dispositions par son personnel ou ses préposés, sous réserve que les informations, documents ou éléments ne soient pas déjà accessibles au public.

Le titulaire reconnaît par avance que toute divulgation léserait gravement les intérêts de l'établissement du GHT et s'engage à ce que les informations, documents et savoir-faire, transmis par ce dernier, ne puissent être utilisés, ni publiés, ni communiqués, par quelque moyen, sous quelque forme et quelque manière que ce soit, sans l'accord préalable et écrit de l'établissement du GHT. La méconnaissance de cette stipulation obligerait le titulaire à en couvrir les entières conséquences.

En outre, le titulaire sera tenu de conserver un caractère confidentiel à toute idée, tout concept, tout savoir-faire, ou toute technique, relatifs à l'activité de l'établissement du GHT, qui lui sera communiqués d'une manière directe ou indirecte. Le titulaire assure donc la protection de toute information et tout document qui lui est confié, avec autant de soins que s'il s'agissait de données confidentielles relatives à leurs propres affaires.

Cette clause de secret continue de lier le titulaire pendant une période de trois ans à compter du terme du marché, quelle qu'en soit la cause, sous réserve que les informations en question ne soient préalablement tombées dans le domaine public du fait de l'établissement du GHT ou d'un tiers.

Article 29 - Protection des données

Par dérogation à l'article 5.2 du cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de fournitures courantes :

Description du traitement

Dans le cadre de leurs relations contractuelles, le pouvoir adjudicateur et/ou l'établissement du GHT et le titulaire s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, en particulier, le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 applicable à compter du 25 mai 2018 ainsi que la loi 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, modifiée.

Le sous-traitant (cette notion s'entendant dans le présent article exclusivement au sens de sa définition dans le RGPD) est autorisé à traiter pour le compte du pouvoir adjudicateur et/ou de l'établissement du GHT les données à caractère personnel nécessaires pour respecter les obligations contractuelles définies dans le présent marché.

L'expression « sous-traitant », pour l'application du présent article, désigne le titulaire.

L'expression « le responsable du traitement » est le pouvoir adjudicateur et/ou l'établissement du GHT pour l'exécution des prestations objet du marché.

Il est rappelé que la qualité de responsable du traitement ne fait pas obstacle au statut de responsable de traitement du titulaire pour l'exercice de ses missions.

Les opérations qui pourront être réalisées sur ces données sont la collecte, l'enregistrement, l'organisation, la structuration, la conservation, l'adaptation ou la modification, l'extraction, la consultation, l'utilisation, la communication par transmission, la diffusion ou toute autre forme de mise à disposition, le rapprochement ou l'interconnexion, la limitation, l'effacement ou la destruction.

Finalité du traitement et données traitées

Le sous-traitant est autorisé à traiter, pour le compte des responsables du traitement, des données à caractère personnel nécessaires pour le suivi de l'exécution des prestations prévues au marché.

Les finalités du traitement des données sont la réalisation des prestations prévues au marché et les réclamations liées à l'exécution de ce marché.

Les données à caractère personnel traitées sont les coordonnées et fonctions des personnes en charge de l'exécution des prestations prévues au marché.

Le responsable du traitement met à la disposition du sous-traitant les informations nécessaires à l'exécution des prestations prévues au marché (nom, prénom, mail, téléphone et fonction des agents en charge du suivi du marché).

Le sous-traitant met à la disposition du responsable du traitement informations nécessaires à l'exécution des prestations prévues au marché (nom, prénom, nationalité, date de naissance, profil,...).

Durée du traitement

La durée du traitement des données personnelles recueillies auprès du responsable du traitement est la durée du marché et/ou de l'exécution des prestations.

Obligations du sous-traitant

Le sous-traitant s'engage, conformément au RGPD, à :

- Traiter les données pour les seules finalités qui font l'objet de la sous-traitance
- Traiter les données uniquement pour la durée du marché et/ou des prestations
- Traiter les données conformément aux instructions du marché
- Garantir la confidentialité des données à caractère personnel traitées dans le cadre du marché
- Veiller à ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel respectent la confidentialité et la sécurité et reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel
- Signaler immédiatement toute fuite de données au responsable du traitement et à la CNIL

De plus, conformément à l'article 37 du RGPD, le sous-traitant doit communiquer au responsable du traitement, le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données s'il en a désigné un.

Enfin, le sous-traitant met à la disposition du responsable du traitement la documentation nécessaire pour démontrer le respect de toutes ses obligations et pour permettre la réalisation d'audits, y compris des inspections, par le responsable du traitement ou un autre auditeur qu'il a mandaté, et contribuer à ces audits.

Si le sous-traitant entend faire appel à un autre sous-traitant, il en informe préalablement par écrit le responsable du traitement en indiquant les activités de traitement qui seront sous-traitées, l'identité et les coordonnées du sous-traitant ainsi que la durée du contrat de sous-traitance. Cette sous-traitance ne peut être effectuée que si elle a été validée et acceptée par le responsable de traitement.

Le second sous-traitant est tenu de respecter les obligations prévues au marché. Le sous-traitant initial doit s'assurer des garanties de son sous-traitant concernant la mise en œuvre des diverses obligations du RGPD.

Le sous-traitant ou le responsable du traitement, en fonction de la personne collectrice, fournit l'information aux personnes concernées des opérations de traitement au moment de la collecte des données.

Droit des personnes

Lorsqu'une personne souhaite exercer un des droits dont elle dispose en vertu du RGPD, le sous-traitant répond au nom et pour le compte du responsable du traitement pour les données faisant l'objet de la sous-traitance prévue par le marché et en avertit le responsable des données du responsable du traitement à l'adresse suivante :

- Délégué à la protection des données personnelles des établissements du GHT
dpo@ch-macon.fr

Violation des données

Le sous-traitant notifie, sous 36h00 maximum, au responsable du traitement toute violation des données à caractère personnel dont il a eu connaissance.

Cette notification est accompagnée de toute documentation utile afin de permettre au responsable de traitement de notifier au besoin cette violation à l'autorité de contrôle.

Fin de contrat

A l'issue du marché, le sous-traitant s'engage, sous réserve des obligations de conservation de certains documents résultant de réglementations distinctes, à détruire toutes les données à caractère personnel du responsable du traitement.

Le sous-traitant justifie par écrit de la destruction des données ou du renvoi des données à caractère personnel au sous-traitant désigné par le responsable du traitement. Il détruit toute copie. Le sous-traitant justifie par écrit de la destruction des données.

Article 30 - Connaissance des lieux

Le titulaire est supposé avoir pris connaissance, avant la remise de son offre, des différentes contraintes liées à l'exécution du marché.

A ce titre, le titulaire ne peut en aucune manière se prévaloir auprès de l'établissement du GHT de surcoûts ultérieurs ou de prolongation de délais, liés à l'absence de reconnaissance des lieux d'exécution des prestations.

Article 31 - Sécurité et hygiène

Par dérogation à l'article 5.3 du cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de fournitures courantes et de services, le titulaire s'engage à faire respecter les dispositions définies dans :

- Le règlement intérieur de l'établissement du GHT
- Les consignes de sécurité dans l'enceinte du/des site(s) de l'établissement du GHT
- Les consignes de sécurité et d'hygiène de l'établissement du GHT

L'établissement du GHT se réserve également le droit de suspendre l'exécution des prestations prévues au marché si les conditions de sécurité et d'hygiène ne sont pas respectées, jusqu'à la mise en œuvre par le titulaire des dispositions permettant de satisfaire ces conditions. Cette suspension n'ouvre droit, pour le titulaire à aucune indemnité.

Le personnel du titulaire doit être facilement identifiable et pouvoir justifier de l'appartenance à leur entreprise ou être mandaté par elle.

Article 32 - Titulaire étranger

La monnaie de compte du marché est l'euro. Les prix libellés en euro restent inchangés en cas de variation de change.

Si le titulaire est établi dans un autre pays de l'union européenne sans avoir d'établissement en France, il facture ses prestations hors TVA et a droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscal.

Article 33 - Sous-traitant étranger

Si le titulaire entend recourir aux services d'un sous-traitant étranger, la demande de sous-traitance doit comprendre, outre les pièces prévues aux articles R2193-1 à R2193-9 du Code de la commande publique, une déclaration du sous-traitant, comportant son identité et son adresse ainsi rédigée :

"J'accepte que le droit français soit le seul applicable et les tribunaux français seuls compétents pour l'exécution en sous-traitance du marché (*indiquez le numéro et la date du marché*) ayant pour objet (*mentionnez l'objet du marché*). Ceci concerne notamment la Loi 75-1334 du 31 décembre 1975 modifiée relative à la sous-traitance.

Mes demandes de paiement partiel seront libellées en euros et soumises aux stipulations définies aux articles 21 du présent cahier des clauses administratives particulières et aux dispositions mentionnées à l'article 12 du cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de fournitures courantes et de services.

Leur prix restera inchangé en cas de variation de change. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français."

Article 34 - Langue

Tous les documents (fiches techniques, fiches de sécurité, inscriptions sur les équipements et leurs emballages, les modes d'emploi, factures, bons de livraison,...) et les échanges (courriers, courriels, fax,...) doivent être rédigés en langue française.

Article 35 - Obligations du titulaire

Le titulaire doit fournir tous les 6 mois et ce jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les pièces mentionnées aux articles D8222-5 ou D8222-7 et D8222-8 du Code du travail.

Ces pièces et attestations doivent être déposées par le titulaire sur la plateforme mise à sa disposition, gratuitement, à l'adresse suivante : <https://declarants.e-attestations.com>

A défaut, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de résilier le marché aux torts du titulaire et de faire procéder, conformément à l'article 23 du présent cahier des clauses administratives particulières, par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché, aux frais et risques du titulaire.

Si le titulaire est établi dans un autre Etat que la France, il doit produire un certificat établi par les administrations et organismes du pays d'origine. Lorsqu'un tel certificat n'est pas délivré par le pays concerné, ce document peut être remplacé par une déclaration solennelle faite par le titulaire devant l'autorité judiciaire ou administrative compétente, un notaire ou un organisme professionnel qualifié du pays. Dans ce cas, les documents fournis doivent être rédigés en langue française ou bien accompagnés d'une traduction en langue française certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

Article 36 - Modification du marché

Le marché pourra être modifié par avenant dans les cas suivants :

36.1 - Modification des prestations prévues au marché

Le pouvoir adjudicateur pourra, en cas de besoin, modifier les prestations prévues au marché dans le respect des dispositions prévues au Code de la commande publique.

En cas de modification d'une référence ou du conditionnement d'une fourniture prévue au marché présentant des caractéristiques techniques similaires, un certificat administratif est établi sans modification de prix.

36.2 - Modification de la législation / réglementation / jurisprudence / norme

Chaque titulaire doit en cas de modification des prestations rendues nécessaires par :

- Des directives et règlements
- De la législation / réglementation
- D'une décision administrative
- D'une jurisprudentielle
- Des normes

et affectant même de façon mineure l'exécution du marché, proposer des prestations répondant d'une part à ces nouvelles exigences et d'autre part aux dispositions définies dans le cahier des clauses administratives et/ou techniques particulières du marché.

Avant toute modification, les titulaires doivent communiquer au pouvoir adjudicateur un dossier détaillant les modifications sur le marché.

En cas d'acceptation de ces modifications par le pouvoir adjudicateur, les titulaires en sont avisés par courrier avec accusé de réception.

En cas de refus de ces modifications par le pouvoir adjudicateur, les titulaires en sont avisés par courrier accusé de réception.

Dans le cas où les titulaires ne seraient pas en mesure de proposer des prestations répondant à ces nouvelles exigences, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de résilier, par dérogation à l'article 40 du cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de fournitures courantes et de services, de plein droit le marché sans que les titulaires ne puissent prétendre à une quelconque indemnité.

36.3 - Modification temporaires des prix et/ou de la formule de révision des prix

Chaque titulaire du marché peut solliciter une augmentation temporaire des prix et/ou une modification de la formule de révision des prix s'il démontre que le maintien des prix dans les conditions de l'offre initiale, formules de révision des prix contractuelles incluses, ne permet pas la poursuite de l'exécution du marché dans des conditions économiques équilibrées.

L'acceptation de cette modification par le pouvoir adjudicateur est subordonnée à la production par chaque titulaire des justificatifs permettant de caractériser un bouleversement de l'économie générale du marché. A ce titre, il doit notamment justifier, pour chaque référence de prix concernée par la demande d'augmentation, de la différence entre sa marge bénéficiaire nette au moment où il a remis son offre et au moment où l'évènement survient, ainsi que de l'importance des charges extracontractuelles supportées du seul fait de l'évènement imprévisible.

Une décomposition du coût de son offre au moment de la notification du marché sera à ce titre nécessaire afin d'apprécier l'impact de la circonstance imprévisible sur l'offre du titulaire à la date de la demande d'augmentation des prix.

Le pouvoir adjudicateur analysera le bien-fondé de cette demande sur la base des justificatifs transmis, du volume des commandes concernées, de l'impact du bouleversement sur l'intégralité du marché, et se réserve la possibilité de refuser cette demande si les éléments apportés ne sont pas suffisants pour justifier une augmentation des prix.

En cas d'acceptation de la demande, le pouvoir adjudicateur définira une période limitée de modification des prix. La prolongation de la modification des prix ne pourra être acceptée que si le titulaire justifie la persistance du déséquilibre économique.

En tout état de cause :

- Aucune augmentation de prix ne peut être imposée unilatéralement par le titulaire. Les prix contractuels du marché demeurent en vigueur dans l'attente d'un avenant signé par le pouvoir adjudicateur et le titulaire
- Le titulaire ne peut refuser de réaliser les prestations demandées par les établissements du GHT au motif que les prix n'ont pas été modifiés

36.4 - Modification du montant du marché

Le pouvoir adjudicateur pourra, en cas de circonstances imprévues, augmenter le volume maximum contractuel du marché dès lors que l'organisation d'une procédure de mise en concurrence ne peut être mise en œuvre dans des conditions raisonnables si les événements ou les circonstances imprévisibles ont pour conséquence d'exposer les établissements du GHT à un besoin immédiat de surcroît de commande nécessaire à la continuité de leurs missions de service public.

36.5 - Modification de la durée du marché

Le pouvoir adjudicateur pourra, en cas de circonstances imprévues, prolonger la durée du marché si le marché arrive à échéance pendant des événements imprévisibles et qu'une remise en concurrence ne peut être réalisée dans des conditions raisonnables, exposant alors les établissements du GHT à une rupture dans la continuité de leurs missions de service public.

36.6 - Modification affectant le titulaire et intervenant au cours de l'exécution du marché

Modification administrative

Le titulaire pourra solliciter la modification du marché en cas de changement affectant :

- La/les personne(s) ayant pouvoir à engager la société
- La forme juridique de la société
- La raison sociale et l'adresse du siège
- Le capital social
- La domiciliation des paiements
- Ainsi que toutes les modifications importantes du fonctionnement de la société

Ces changements doivent impérativement être signalés avant l'émission de toute nouvelle demande de paiement partiel définitif. Ces changements se font sans modification de l'offre du titulaire.

Ces modifications peuvent, sans qu'un avenant soit obligatoirement nécessaire, être formalisées par simple échange de courrier ou certificat administratif, ou tout moyen permettant d'établir l'accord entre le pouvoir adjudicateur et le titulaire.

L'inobservation de ces règles d'information par le titulaire délie, conformément à l'article L 2191-5 du Code de la commande publique, l'établissement du GHT du respect des délais réglementaires de paiement et du versement d'intérêts moratoires en cas de dépassement de ces délais.

Cession du marché

Le titulaire du marché initial peut, à la suite d'une opération de restructuration, céder le marché à un nouveau titulaire.

Le titulaire pressenti devra :

- Avoir la capacité et les pouvoirs requis pour devenir partie au présent marché et exécuter les obligations à la charge du titulaire
- Présenter des garanties professionnelles, techniques et financières suffisantes lui permettant d'assurer la bonne exécution du marché pour la durée restante

Dans sa demande d'agrément, le titulaire actuel communiquera les pièces suivantes :

- Les garanties techniques et financières suffisantes lui permettant d'assurer la bonne exécution du présent marché pour la durée restante
- Les justificatifs prouvant que le cessionnaire à satisfait à ses obligations fiscales et sociales
- Un numéro d'identification SIREN et SIRET
- La date à laquelle la cession doit intervenir
- La forme juridique du nouveau titulaire
- La raison sociale et l'adresse du siège du nouveau titulaire
- Les personnes ayant pouvoir à engager le nouveau titulaire
- La domiciliation bancaire du nouveau titulaire

Le pouvoir adjudicateur se prononcera sur l'agrément du titulaire pressenti après réception de la demande d'agrément, étant précisé que le pouvoir adjudicateur ne pourra refuser une demande d'agrément si le titulaire pressenti présente les qualités et garanties requises exposées.

La cession est subordonnée à l'autorisation préalable et expresse du pouvoir adjudicateur qui se réserve le droit de refuser la cession si le titulaire pressenti :

- Ne présente pas les qualités et garanties requises et exposées
- Ne transmet l'intégralité des documents permettant l'élaboration d'un avenant
- Refuse d'accepter l'intégralité des dispositions prévues au marché

En cas de non validation de la cession du marché au titulaire pressenti, le pouvoir adjudicateur résiliera le marché en application de l'article 37 du cahier des clauses administratives générales applicable aux marchés de fournitures courantes et de services. Cette résiliation n'ouvre droit, pour le titulaire actuel, à aucune indemnité.

Article 37 - Résiliation

37.1 - Décès ou incapacité civile du titulaire

Les dispositions de l'article 39.1 du cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de fournitures courantes et de services sont seules applicables.

37.2 - Redressement ou liquidation judiciaire

Par dérogation aux dispositions de l'article 39.2 du cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de fournitures courantes et de services, le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire.

En cas de redressement judiciaire, le pouvoir adjudicateur adresse, dans les conditions prévues à l'article L.622-13 du code de commerce, à l'administrateur une mise en demeure lui demandant s'il entend poursuivre l'exécution du marché. En cas de réponse négative ou d'absence de réponse à la mise en demeure dans un délai de 31 jours calendaires, la résiliation du marché est prononcée de plein droit. Ce délai peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur une prolongation, ou s'il lui a imparti un délai plus court. La résiliation prend alors effet à la date de la décision de l'administrateur de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration de la mise en demeure. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

En cas de liquidation judiciaire, le marché est résilié, si, après mise en demeure du liquidateur dans les conditions prévues à l'article L.641-10 du code de commerce, ce dernier indique ne pas reprendre les obligations du titulaire. La résiliation prend effet à la date de l'événement. Cette résiliation n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

37.3 - Incapacité physique du titulaire

Les dispositions de l'article 39.3 du cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de fournitures courantes et de services sont seules applicables.

37.4 - Difficulté d'exécution du marché

Les dispositions de l'article 40.1 du cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de fournitures courantes et de services sont seules applicables.

37.5 - Ordre de service tardif

Les dispositions de l'article 40.2 du cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de fournitures courantes et de services sont seules applicables.

37.6 - Faute du titulaire

Par dérogation à l'article 41 du cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de fournitures courantes et de services, le pouvoir adjudicateur peut résilier le marché pour faute du titulaire dans les cas suivants :

- Le titulaire n'a pas respecté les obligations contractuelles mentionnées dans le cahier des charges
- Le titulaire ne s'est pas acquitté de ses obligations dans les délais contractuels
- Le titulaire contrevient aux obligations légales ou réglementaires relatives au travail ou à la protection de l'environnement

- Des matériels, moyens, objets et approvisionnements ont été confiés au titulaire ou des bâtiments et terrains ont été mis à sa disposition, et il se trouve dans un des cas prévus à l'article 18 du cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de fournitures courantes et de services
- Le titulaire a fait obstacle à l'exercice d'un contrôle par le pouvoir adjudicateur dans le cadre des articles 17 et 22 du cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de fournitures courantes et de services
- Le titulaire a sous-traité en contrevenant aux dispositions législatives et réglementaires relatives à la sous-traitance, ou s'il ne respecte pas les obligations relatives aux sous-traitants mentionnées à l'article 3.6 du cahier des clauses administratives générales applicable aux marchés de fournitures courantes et de services
- Le titulaire n'a pas produit les attestations d'assurances dans les conditions prévues à l'article 27 du cahier des clauses administratives particulières
- Le titulaire déclare, indépendamment des cas prévus à l'article 39.1 du cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de fournitures courantes et de services, ne pas pouvoir exécuter ses engagements
- Le titulaire n'a pas communiqué les modifications mentionnées à l'article 3.4.2 du cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de fournitures courantes et de services et ces modifications sont de nature à compromettre la bonne exécution du marché
- Le titulaire ou le sous-traitant ne respecte pas les obligations relatives à la confidentialité, à la protection des données à caractère personnel et à la sécurité, conformément à l'article 5 du cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de fournitures courantes et de services
- Le titulaire s'est livré, à l'occasion de l'exécution du marché, à des actes frauduleux
- Postérieurement à la signature du marché, le titulaire a fait l'objet d'une interdiction d'exercer toute profession industrielle ou commerciale
- Postérieurement à la signature du marché, les renseignements ou documents produits par le titulaire, à l'appui de sa candidature ou exigés préalablement à l'attribution du marché, s'avèrent inexacts.

Hormis les trois derniers cas, la résiliation du marché peut intervenir après une mise en demeure restée infructueuse. La résiliation du marché est alors prononcée par le pouvoir adjudicateur sans que le titulaire ne puisse prétendre à une quelconque indemnité.

Le pouvoir adjudicateur se réserve également le droit de faire exécuter aux frais et risques du titulaire, les prestations prévues au marché. Le cas échéant, les excédents de dépenses résultant de la passation d'un autre marché, après résiliation, sont prélevés sur les sommes qui peuvent être dues au titulaire, sans préjudice des droits à exercer contre lui en cas d'insuffisance. Les diminutions éventuelles de dépenses restent acquises au pouvoir adjudicateur.

La résiliation du marché ne fait pas obstacle à l'exercice des actions civiles ou pénales qui pourraient être intentées contre le titulaire.

37.7 - Intérêt général

Par dérogation à l'article 42 du cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de fournitures courantes et de services, lorsque le pouvoir adjudicateur résilie le marché pour motif d'intérêt général, le titulaire a droit à une indemnité de résiliation, obtenue en appliquant au montant initial HT du marché, diminué du montant HT non révisé des prestations admises, un pourcentage de 3 %.

Le titulaire a droit, en outre, à être indemnisé de la part des frais et investissements, éventuellement engagés pour le marché et strictement nécessaires à son exécution, qui n'a pas été prise en compte dans le montant des prestations payées. Il lui incombe d'apporter toutes les justifications nécessaires à la fixation de cette partie de l'indemnité dans un délai de 15 jours calendaires après la notification de la résiliation du marché.

Ces indemnités sont portées au décompte de résiliation, défini à l'article 43 du cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de fournitures courantes et de services, sans que le titulaire ait à présenter une demande particulière à ce titre.

Article 38 - Règlement des différends / litiges

38.1 - Différends

Les dispositions de l'article 46 du cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de fournitures courantes et de services sont seules applicables.

38.2 - Litige

En cas de litige résultant de l'exécution du présent marché, la loi française est seule applicable. Le tribunal compétent sera celui du domicile du pouvoir adjudicateur (tribunal de DIJON).

En aucun cas et pour quelque motif que ce soit, les contestations, qui pourraient survenir entre le pouvoir adjudicateur et/ou les établissements du GHT et le titulaire, ne peuvent être invoquées par ce dernier comme cause d'arrêt ou de suspension, même momentanée des prestations à effectuer.

38.3 - Comité consultatif de règlement amiable des différends ou litiges aux marchés publics

Conformément aux articles R.2197-1, R.2197-16, R.2197-23 et R.2197-24 du Code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur et le titulaire peuvent recourir au comité consultatif de règlement amiable des différends ou litiges aux marchés publics.

Nom officiel	Comité consultatif interrégional de règlement amiable des différends ou litiges relatifs aux marchés publics
Adresse postale	3 rue de la Charité
Ville	Lyon Cedex 02

Code postal 69268
Pays France
Téléphone 04 26 99 28 33
Courrier électronique ara.ccira@directe.gouv.fr

Article 39 - Dérogations aux articles du CCAG

Les articles du cahier des clauses administratives particulières qui dérogent au cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de fournitures courantes et de services sont les suivants :

Articles du CCAP	Articles du CCAG FCS auxquels il est dérogé
Article 8	Article 4
Article 10	Article 3.6
Article 11.2	Article 3.7
Article 11.4	Article 13.1
Article 11.5	Article 13.2
Article 15.3	Article 10.1.3
Article 15.5	Article 10.1.1, 10.1.2 et 10.2.3
Article 15.6	Article 10.1.2
Article 15.7	Article 10.1.2
Article 21.2	Articles 11.3 et 12.1.3
Article 21.3	Articles 11.6.1 et 12.1.3
Article 21.5	Articles 11.7, 12.1.1 et 12.1.2
Article 23	Articles 3.6.3 et 14
Article 27	Article 9
Article 28	Article 5.1
Article 29	Article 5.2
Article 31	Article 5.3
Article 36.2	Article 40
Article 37.2	Article 39.2
Article 37.6	Article 41
Article 37.7	Article 42